HAL
open science

Front national : une élection présidentielle de reconquête

Gilles Ivaldi

To cite this version:

Gilles Ivaldi. Front national : une élection présidentielle de reconquête. Revue Politique et Parlementaire, 2012, 1063-1064, pp.101-119. halshs-01387114

HAL Id: halshs-01387114

https://shs.hal.science/halshs-01387114

Submitted on 25 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Front national : une élection présidentielle de reconquête

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS, URMIS-Université de Nice Sophia Antipolis

Article paru dans la *Revue Politique et Parlementaire*, n°1063-1064, avril-septembre, pp.101-119

Sorti très affaibli de la séquence électorale de 2007, le Front national a retrouvé une place centrale au sein du jeu politique à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012. Avec 17.9 % des suffrages, Marine Le Pen se place en troisième position le 22 avril et confirme le retour en force de sa formation. Porté par un contexte de crise économique, sur fond d'augmentation du chômage et d'insatisfaction politique croissante, le FN s'est fait porte-parole de la France des « oubliés ». Il entend désormais s'imposer comme principale force d'opposition face à la nouvelle majorité de gauche et une UMP désorientée par une succession de défaites électorales.

Après les eaux basses des cantonales de 2008 et des européennes de 2009 [1], les scrutins intermédiaires de 2010-2011 avaient déjà laissé entrevoir un regain de popularité pour le Front national (Cf. tableau ci-après). Face à l'impopularité grandissante du couple exécutif, sur fond de dégradation du climat économique, social et international, le FN avait réalisé une première performance à la hausse lors des régionales de mars 2010 avec 11.4 % des suffrages exprimés et 118 mandats dans les conseils régionaux. Aux cantonales de mars 2011, Marine Le Pen affrontait son premier test politique grandeur nature à la tête du parti : présent dans 1.441 des 2.026 cantons renouvelables (contre 1.850 en 2004), le Front national enregistrait une forte poussée et talonnait l'UMP avec 15.1 % des suffrages (contre 12.1 % en 2004) [2].

[1] Lors des élections cantonales de 2008, le FN avait totalisé un maigre 4.8 % des voix sur l'ensemble du territoire. En juin 2009, le parti réunissait 6.3 % des suffrages et obtenait trois élus au parlement de Strasbourg (contre 7 en 2004).

[2] En lice dans 403 cantons au second tour (contre 276 en 2004), le FN progressait de plus de 10.5 points en moyenne, mais n'obtenait au final que deux sièges de conseillers généraux, à Brignolles (Var) et Carpentras (Vaucluse). Dans le Var, l'élu du FN, Jean-Paul Dispard, verra toutefois son élection invalidée par le Conseil d'Etat le 19 mars 2012.

Tableau 1 – Résultats nationaux du FN (1984-2012)

Année	Election	Voix	% inscrits	% exprimés
1984	Européenne	2 210 334	5,99	10,95
1986	Législative	2 703 442	7,20	9,65
1986	Régionale	2 658 500	7,12	9,50
1988	Présidentielle	4 376 742	11,46	14,40
1988	Législative	2 359 528	6,22	9,66
1989	Européenne	2 129 668	5,56	11,73
1992	Régionale	3 375 079	8,92	13,60
1993	Législative	3 159 477	8,11	12,42
1994	Européenne	2 050 086	5,25	10,52
1995	Présidentielle	4 571 138	11,43	15,00
1997	Législative	3 785 383	9,58	14,94
1998	Régionale	3 273 549	8,26	15,00
1999	Européenne	1 005 225	2,50	5,69
2002	Présidentielle	4 804 713	11,66	16,86
2002	Présidentielle (2nd tour)	5 525 034	13,41	17,79
2002	Législative	2 862 960	6,99	11,34
2004	Régionale	3 564 059	8,70	14,70
2004	Européenne	1 684 868	4,06	9,81
2007	Présidentielle	3 834 530	8,62	10,44
2007	Législative	1 116 136	2,54	4,29
2009	Européenne	1 091 691	2,46	6,34
2010	Régionale	2 223 800	5,09	11,42
2011	Cantonale*	1 379 902	6,48	15,06
2012	Présidentielle	6 421 426	13,95	17,89
2012	Législative**	3 528 608	7,66	13,60

Résultats France entière. Source : Ministère de l'Intérieur
*Portant sur 2.026 cantons renouvelables ; **Sous l'étiquette « Rassemblement Bleu Marine »

Avec plus de 6.4 millions de voix (17.9 % des exprimés) au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2012, Marine Le Pen réalise le meilleur résultat jamais obtenu par le Front national. Rapportée aux inscrits (14 %), sa performance la place au-dessus du score historique de son père au second tour de l'élection présidentielle de mai 2002 face à Jacques Chirac. Elle dépasse également le total de 13.2 % des électeurs inscrits, recueilli par Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret lors du premier tour de cette même élection de 2002.

En 2012, la présidente du FN n'aura souffert, il est vrai, aucune concurrence au sein de sa famille politique : la retraite définitive de Bruno Mégret a achevé de mettre un terme aux ambitions d'une partie de la droite nationale de forger une alternative au mouvement lepéniste [3] ; un temps envisagées, la candidature dissidente du Parti de la France (PDF) de Carl Lang tout comme celle du Bloc Identitaire (BI) de Fabrice Robert n'auront au final pas vu le jour. Dès avant son arrivée à la tête du parti, Marine Le Pen semble en outre avoir été en mesure de ramener une partie des anciennes troupes du MNR dans le giron du Front national, asseyant la domination de sa formation sur l'espace de l'extrême-droite française [4].

[3] L'ancien Délégué Général du FN s'était rallié dès décembre 2006 à l'Union patriotique proposée par Jean-Marie Le Pen autour de sa candidature présidentielle. Aux législatives de juin 2007, le MNR ne recueillait que 0.4 % des voix. En mai 2008, Bruno Mégret annonçait son retrait de la vie politique.

[4] On retrouve aujourd'hui parmi les proches de Marine Le Pen certains animateurs du mouvement mégrétiste, orphelins de leur chef de file (Steeve Briois, Bruno Bilde ou Nicolas Bay par exemple).

Un contexte de crise(s)

A bien des égards, ce retour en force du Front national sur le devant de la scène politique s'inscrit dans un contexte particulièrement favorable à la formation lepéniste. Passée la tempête financière de l'été 2007, la France entre dès le second semestre 2008 dans la crise économique et sociale, marquée par le ralentissement de l'activité et la reprise du chômage. Le pessimisme social s'installe, conforté par les incertitudes sur la scène internationale, la crise de la zone Euro et les mouvements spéculatifs autour des dettes souveraines, forçant notamment le gouvernement de François Fillon à l'adoption de nouvelles mesures de rigueur fortement impopulaires à quelques mois du premier tour de la présidentielle.

En 2011, les révoltes du printemps arabe feront également surgir des craintes liées à la stabilité géopolitique de la rive sud de la méditerranée et à l'afflux de nouvelles vagues d'immigration en provenance du Maghreb. La visite très médiatisée de Marine Le Pen sur l'île italienne de Lampedusa au mois de mars témoignera de la promptitude de la chef de file frontiste à s'emparer de ces inquiétudes pour tenter de remettre la question de l'immigration au cœur de l'agenda politique national.

Au plan intérieur, enfin, Nicolas Sarkozy se voit contraint d'affronter une vague de mécontentement populaire profond, nourrie par les circonstances de crise et les nombreuses critiques face au style de présidence désacralisée qui aura dominé l'essentiel du quinquennat. Entre 2007 et 2012, toutes les élections intermédiaires témoigneront de cette insatisfaction croissante des citoyens au travers d'une abstention souvent massive et de la poussée des partis d'opposition.

Cette conjonction de crises économique, internationale et politique a incontestablement fourni un terreau propice à l'expression d'un vote de protestation au premier tour de l'élection présidentielle, dont le Front national a su se saisir politiquement. Le mouvement de Marine Le Pen a démontré sa capacité d'articuler une offre programmatique en phase avec les attentes d'une partie de l'électorat, populaire notamment, profondément inquiète pour son avenir personnel et, au-delà, pour le devenir d'un modèle national de protection sociale mis à mal par les exigences accrues de rigueur budgétaire.

Face à la cristallisation des colères, la nouvelle présidente du FN s'est en outre pleinement réappropriée le credo anti-système « ni droite, ni gauche » propre à son parti depuis le milieu des années 1990. Inlassablement, elle a fustigé la « caste UMPS », renvoyant dos-à-dos les principaux partis institutionnels de gauche ou de droite comme représentants interchangeables d'une « nomenklatura mondialiste ultra-libérale » [5]. Consciente toutefois de l'affaiblissement de Nicolas Sarkozy, c'est sur le président sortant que la chef de file frontiste a concentré ses attaques, dénonçant un bilan jugé « calamiteux » en matière d'immigration, d'emploi ou de pouvoir d'achat. Ce dernier thème, en particulier, est assurément entré en résonance avec les amertumes d'une France active, conquise un temps par les promesses du « travailler plus pour gagner plus » du candidat Sarkozy en 2007.

[5] Le 1er mai 2012, Marine Le Pen annonce son intention de voter blanc et refuse de soutenir l'un des candidats en présence au second tour : « Je n'accorderai donc ni confiance, ni mandat à ces deux candidats (…) qui s'ingénient depuis trente ans à faire perdre la France » (*Le Monde*, 1er mai 2012).

Dédiabolisation ?

Le succès du FN lors des scrutins de 2012 ne peut évidemment être totalement dissocié de la personnalité de sa nouvelle dirigeante et des changements entrepris par le parti sous l'impulsion de cette dernière. Dès 2007, le mouvement lepéniste s'est efforcé de répondre aux challenges posés par son double échec présidentiel et législatif. Il a tout d'abord été en mesure de relever le défi du renouvellement de son leadership après quatre décennies de règne sans partage de Jean-Marie Le Pen. L'élection de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 a sanctionné la volonté d'une majorité d'adhérents du mouvement de permettre le passage de témoin générationnel et d'apporter leur soutien au projet de modernisation et de transformation stratégique du parti [6].

Indéniablement, de nombreux efforts ont été consentis par la nouvelle équipe dirigeante pour tenter de corriger l'image du parti dans l'opinion publique. La désormais fameuse stratégie de « dédiabolisation » s'est traduite, pour l'essentiel, par une rupture comportementale avec le style de provocations dont Jean-Marie Le Pen était coutumier, une vigilance particulière étant accordée à gommer les marqueurs forts de l'antisémitisme et du révisionnisme. Le changement revendiqué de geste politique a également conduit à une recherche de crédibilité sur le terrain économique qui n'est pas sans rappeler la vieille ambition mégrétiste de doter le FN d'une véritable légitimité gouvernementale [7]. En dépit de ces efforts, l'économie demeure encore le talon d'Achille du mouvement : interrogés en février 2012, 69 % des Français jugeaient le programme du FN peu crédible et seuls 26 % approuvaient son projet de sortie de l'Euro [8].

Au regard de la continuité programmatique sur les thèmes forts du parti, la distanciation avec le patrimoine idéologique de l'extrême-droite demeure très discutable : le mouvement a conservé l'essentiel du noyau dur de l'idéologie du Front national et ce faisant la totalité de ses propositions les plus radicales. En 2012, Marine Le Pen n'a pas sensiblement dévié de la ligne frontiste traditionnelle sur les questions d'immigration, de sécurité, d'autorité ou d'attachement aux valeurs traditionnelles [9].

Pour autant, on ne peut totalement occulter l'impact de cette stratégie sur l'évolution de l'opinion publique vis-à-vis du FN. Dès avant son accession à la tête du parti, Marine Le Pen a bénéficié d'un niveau de popularité largement supérieur à celui de son père. En avril 2012, l'adhésion aux idées défendues par l'extrême-droite culmine à 37 % de l'ensemble de la population (contre 18 % deux ans auparavant et 5 points au-dessus de son précédent record de 1991). Si le FN demeure encore perçu comme « un danger pour la démocratie » par une courte majorité de Français (51 %), le niveau de défiance a chuté de près de 20 points par rapport au second tour de l'élection présidentielle de mai 2002 [10].

---

[6] Marine Le Pen l'emporte sur son rival, Bruno Gollnisch, avec 67.7 % des suffrages lors du vote des adhérents au XIVème congrès du FN à Tours en janvier.

[7] Dès le milieu des années 1980, l'arrivée de personnalités tels que Bruno Mégret ou Jean-Yves Le Gallou s'inscrivait dans cette volonté d'ouvrir les rangs du parti à une approche plus technique.

[8] CSA-*M6*, « Les Français et le programme économique de Marine Le Pen », 5 février 2012. En avril, seul un Français sur cinq se disait en accord avec la proposition d'abandonner la monnaie unique (TNS-SOFRES-*Canal* +, « L'image du Front national », 26-27 avril 2012)

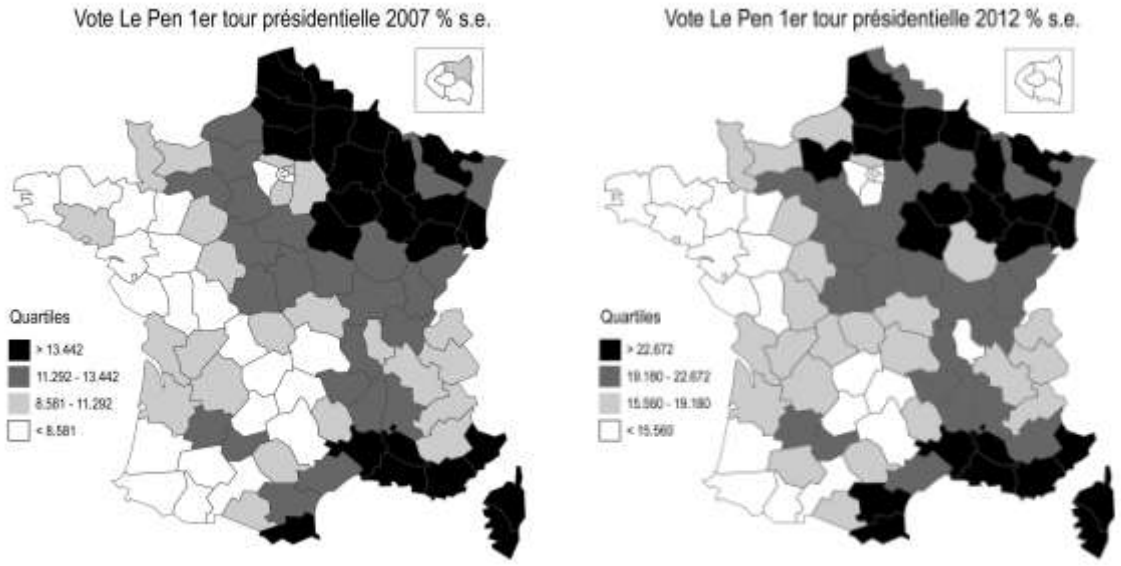
[9] Cf. Ivaldi (Gilles), 2011, « Le Front national : sortir de l'isolement politique», in Bréchon (Pierre) (sous la dir. de), *Les partis politiques français*, Paris : La documentation française, pp.17-44.

[10] TNS-SOFRES-*Canal* +, « L'image du Front national », 26-27 avril 2012.

Consolidations territoriales

L'examen de la géographie du vote Marine Le Pen montre la persistance des principales zones de force de l'extrême-droite sur la période 2007-2012 (voir cartes ci-après) [11]. En structure, la présidente du Front national obtient une nouvelle fois ses meilleurs résultats dans un grand quart nord-est (Picardie, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Alsace), sur le pourtour méditerranéen (PACA, Languedoc-Roussillon) ainsi qu'en Corse [12].

Figure 1 : Les votes Le Pen aux premiers tours des présidentielles de 2007 et 2012



Au plan national, Marine Le Pen gagne 7.5 points par rapport au score de son père en 2007. Ses gains ne se distribuent pas néanmoins de façon uniforme et apparaissent globalement plus élevés dans les zones où Jean-Marie Le Pen obtenait déjà ses meilleurs scores en 2007 et en 2002 [13]. Entre 2007 et 2012, le Front national a donc d'abord recouvré son influence dans ses zones de forte implantation traditionnelle.

Dans plusieurs des bastions historiques du lepénisme, la consolidation du vote d'extrême-droite permet à Marine Le Pen de regagner en 2012 le terrain abandonné par son père lors du scrutin présidentiel de 2007 [14]. Cette reconquête est particulièrement visible sur le pourtour

---

11 Sur l'ensemble des 3 883 cantons métropolitains, on observe une corrélation forte (r=0.95) entre les niveaux relatifs des votes Le Pen en 2007 et 2012. La corrélation n'est en revanche que de 0.78 avec le vote Le Pen en 2002.

12 L'implantation du FN en Corse couronne une stratégie initiée dès 2002. En 2007, Jean-Marie Le Pen y avait déjà obtenu parmi ses meilleurs résultats et 25 de ses parrainages. Il avait engrangé les bénéfices d'un rapprochement avec la mouvance nationaliste sur les thèmes de l'identité, stratégie pilotée par son directeur de cabinet, Olivier Martinelli. En 2012, Marine Le Pen arrive en deuxième position dans l'île ; au total, elle y aura recueilli 19 parrainages.

13 Une analyse des gains de Marine Le Pen en fonction du niveau du vote FN à la présidentielle de 2007 distribué en quartiles fait apparaître des différences significatives : dans les 24 départements où Jean-Marie Le Pen obtenait déjà ses meilleurs scores en 2007 (quartile supérieur), sa fille progresse en moyenne de 9.4 points. A l'inverse, dans le quartile le plus bas, sa progression n'est que de 6.3 points (contre 7.5 et 8.4 respectivement dans les quartiles 2 et 3). Des résultats très similaires sont obtenus sur la base du score de Jean-Marie Le Pen en 2002 : gains de 5.7 points en moyenne dans le quartile inférieur contre 9.6 dans le quartile supérieur.

14 Ce processus de rajustement électoral avait été initié lors des cantonales de mars 2011 où le FN avait connu déjà une poussée significative dans plusieurs de ses fiefs historiques, notamment au sud du pays (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Hérault ou Vaucluse) ainsi que dans le nord-est (Belfort, Nord, Aube, Moselle, Pas-de-Calais ou Bas-Rhin).

méditerranéen (dans la plupart des cantons des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, du Gard ou des Pyrénées-Orientales) ainsi qu'en Alsace (Bas-Rhin en particulier), deux régions dans lesquelles le FN s'était vu infligé parmi les pertes les plus sévères par l'UMP cinq ans auparavant. Dans ces départements, on observe une corrélation significative entre la poussée du vote FN en 2012 et son recul entre 2002 et 2007 [15], notamment dans les cantons périurbains et ruraux. Dans le Gard ou le Vaucluse, par exemple, Marine Le Pen enregistre ses plus forts gains dans les cantons de Beaucaire, Saint-Gilles, Vauvert, Orange, Bédarrides ou Carpentras, là-même où son père avait souvent abandonné plus de 15 points en 2007.

Le succès de Marine Le Pen ne se limite cependant nullement à ce seul effet de rééquilibrage du rapport de forces à droite. Dans certains de ses fiefs électoraux –à l'image du Nord-Pas-de-Calais ou de la Picardie, la présidente du FN a été en mesure d'attirer bien au-delà du soutien électoral de l'extrême-droite. C'est là un second enseignement du scrutin d'avril 2012 : à cette occasion, Marine Le Pen a élargi l'assise géographique de son mouvement. Rappelons que les élections cantonales de 2011 avaient déjà été marquées par des incursions du FN hors de sa zone d'influence traditionnelle. Ce mouvement s'est poursuivi et amplifié au premier tour de l'élection présidentielle : en 2012, Marine Le Pen obtient plus de 20 % des suffrages exprimés dans 44.4 % des cantons métropolitains contre 27.2 % seulement pour son père dix ans auparavant et moins de 2 % en avril 2007. Elle réalise des progressions significatives dans des départements plus ruraux tels que la Corrèze, les Deux-Sèvres, la Dordogne, les Landes, l'Allier ou le Cantal, longtemps demeurés des terres de mission pour la formation lepéniste. S'ajoute à cette liste le cas de la Vendée où la présidente du FN semble avoir été à même de récupérer une partie du vote Villiers de 2007 en l'absence du leader du MPF.

Loin des centres urbains

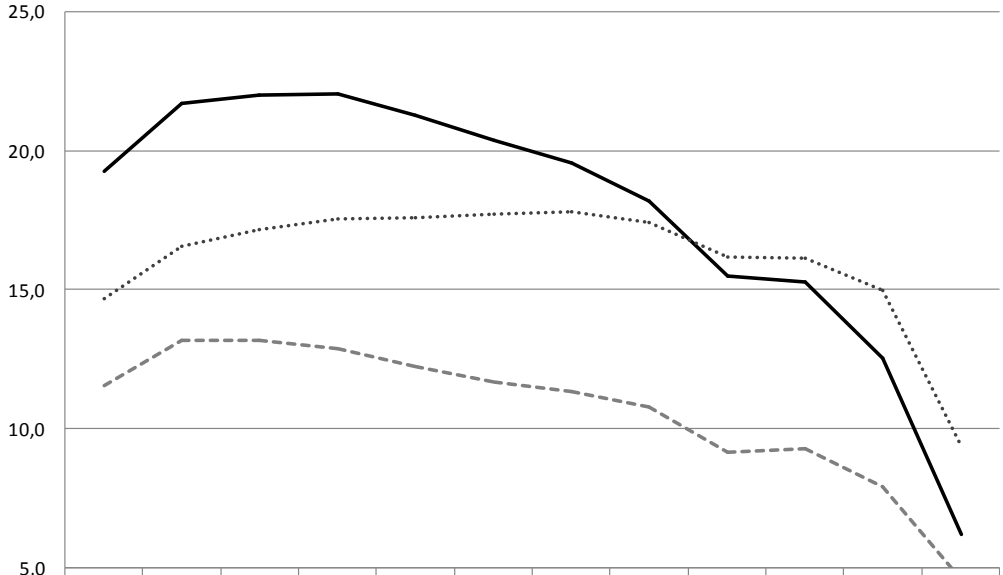
Au niveau infra-départemental, le Front national continue de marquer le pas dans les grands centres urbains –en témoignent ses scores à Paris, Bordeaux, Strasbourg ou Lyon par exemple– au profit des villes de petite taille, à distance des grandes agglomérations. Ce phénomène de « migration » de l'électorat FN vers les zones du grand péri-urbain s'inscrit dans un processus de longue date mis en évidence dès 2002 et qui s'était encore accentué en 2007 [16]. En 2012, celui-ci se vérifie en mesurant le niveau moyen du vote Le Pen en fonction de la taille des communes : la présidente du Front national obtient ses meilleurs scores dans les petites municipalités de moins de 1 000 inscrits ; le soutien à la candidate d'extrême-droite décline progressivement dans les villes de plus grande taille, pour atteindre son niveau le plus faible à Paris. Ces différences existaient déjà en 2002 et 2007, mais avec une moindre amplitude (Cf. figure ci-après).

---

15 Calculé sur la base du score de Jean-Marie Le Pen en 2007 et du total des deux candidats d'extrême-droite (Le Pen + Mégret) au premier tour de la présidentielle de 2002.

16 Voir sur ce point les travaux de Laurent Chalard (2006) « Le vote d'extrême droite dans l'aire métropolitaine marseillaise », EspacesTemps.net, Actuel, 11 octobre. Voir également Michel Bussi et Jérôme Fourquet « Élection présidentielle 2007 », *Revue française de science politique* 3/2007 (Vol. 57), p. 411-428. Pour 2012, voir l'analyse de Jérôme Fourquet, *Le sens des cartes. Analyse de la géographie des votes à la présidentielle*. Essais, Fondation Jean Jaurès, 2012, pp.62 Sq.

Figure 2 : Score moyen du FN en fonction de la taille des communes (2002-2012)



	-50	50-100	100-250	250-500	500-1000	1 000-2 000	2 000-5 000	5 000-10 000	10 000-20 000	20 000-50 000	+50 000	Paris
2012	19,3	21,7	22,0	22,1	21,3	20,4	19,6	18,2	15,5	15,3	12,6	6,2
2007	11,6	13,2	13,2	12,9	12,2	11,7	11,3	10,8	9,2	9,3	7,9	4,6
2002	14,7	16,6	17,2	17,5	17,6	17,7	17,8	17,4	16,2	16,1	15,0	9,4

Scores en % des s.e. ; N=36 788 communes. Taille mesurée au nombre d'inscrits (2002, 2007, 2012)

Le phénomène de « ruralisation » du vote a fait l'objet d'attentions particulières de la part de l'équipe de campagne de Marine Le Pen en 2012 : la présidente du FN a souhaité s'adresser à cette « France rurale» « méprisée par les élites parisiennes ». Aux agriculteurs, elle a promis notamment la fondation de la « PAF, politique agricole française » ; aux habitants des zones rurales, le retour des « services publics » de proximité mis à mal par les « directives européennes de la honte » [17].

Les effets de cette réorientation du discours frontiste sont directement perceptibles dans la structuration géographique du vote d'extrême-droite : ce dernier épouse dans de nombreuses régions les lignes de force du vote CPNT de 2007. C'est le cas notamment en Picardie, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Aquitaine, en Auvergne ou en Haute-Normandie, régions dans lesquelles on note une corrélation positive significative entre le vote Nihous de 2007 et le choix en faveur de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012 au niveau des cantons.

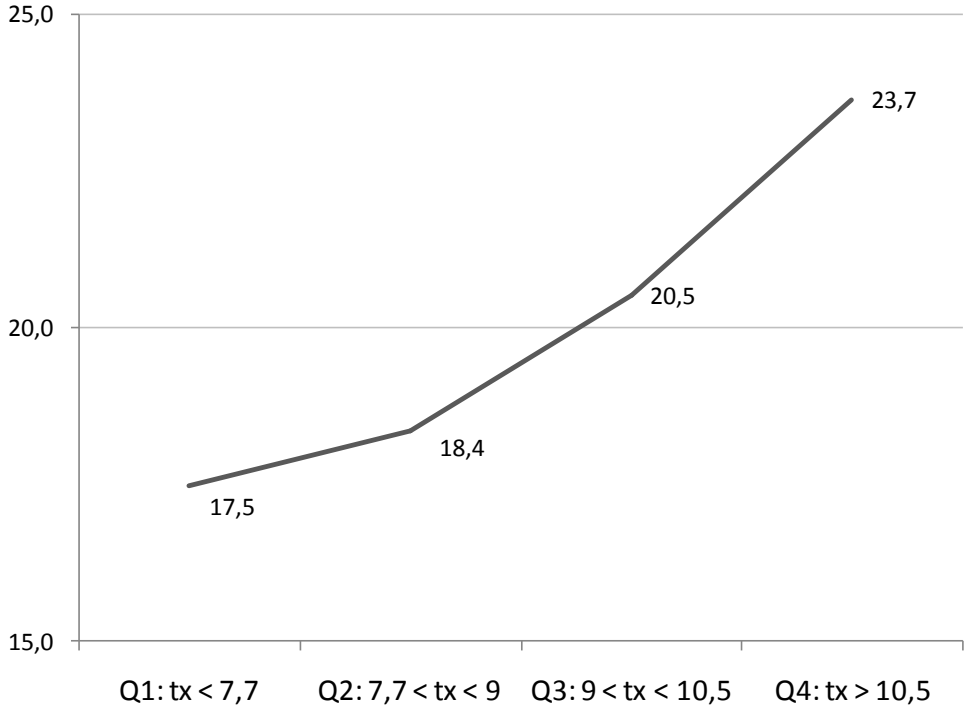
[17] Discours de Châteauroux (26 février 2012).

Une géographie de la fragilisation sociale

Les territoires dans lesquels le FN consolide son emprise électorale sont pour nombre d'entre eux parmi les plus durement touchés par la crise et le chômage [18] : ainsi les départements du Var, Vaucluse, Aude, Pyrénées-Orientales ou des Bouches-du-Rhône au Sud ; ceux du bassin minier du Pas-de-Calais, de la Somme, Meurthe-et-Moselle, Ardennes ou du Nord dans la partie septentrionale du pays.

L'impact de la crise sociale et du chômage sur le vote FN peut être mis en évidence par un examen plus détaillé de la distribution des niveaux du score présidentiel de Marine Le Pen en fonction des zones d'emploi définies par l'INSEE [19]. Sur l'ensemble de ces zones, la corrélation entre le taux de chômage et le vote Front national s'élève à 0.55 (*N*=304). Une répartition en quartiles selon le taux de chômage illustre la force de pénétration de l'extrême-droite dans les zones les plus durement affectées par la crise (Cf. graphique ci-après) : dans les bassins d'emploi où le chômage est le plus faible (en-dessous de 7.7 %), Marine Le Pen obtient un score moyen de 17.5 % des voix le 22 avril mais atteint en revanche jusqu'à 23.7 % en moyenne dans le quartile supérieur (chômage au-delà de 10.5 % de la population active).

Figure 3 : Score de Marine Le Pen en 2012 en fonction du niveau de chômage – Quartiles (Zones d'Emploi INSEE)



[18] Au niveau départemental, la corrélation est positive et significative (*r=0.*58) entre le taux de chômage au quatrième trimestre 2011 et le score de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2012 (*N*=96 départements métropolitains).

[19] L'INSEE définit 321 zones d'emploi (dont 304 en métropole) dans lesquelles les actifs résident et travaillent. Ce découpage distingue des espaces géographiques pertinents pour l'étude de l'état du marché du travail. Les résultats électoraux de 2012 ont été agrégés sur la base des données disponibles pour les 36 570 communes métropolitaines.

N=304 zones d'emploi métropolitaines ; scores en % des suffrages exprimés ; taux de chômage INSEE, quatrième trimestre 2011

Régionalement, la cristallisation du vote d'extrême-droite dans ces territoires heurtés de plein fouet par la crise est particulièrement visible en Languedoc-Roussillon, en Lorraine, en Picardie, dans le Nord-Pas-de-Calais ou en région PACA : dans des zones d'emploi telles que Sète, Agde, Nîmes, Béziers, Forbach, Béthune, Maubeuge, Saint-Quentin, Soissons, Orange ou Salon-de-Provence, où le chômage dépasse les 12 %, Marine Le Pen réalise des scores supérieurs à 25 % des exprimés. Le cas de l'ancien bassin minier de Lens-Hénin dans le Pas-de-Calais est à cet égard emblématique : le chômage y atteignait fin 2011 un taux de 15.3 % de la population active ; la candidate du FN y obtient 30.1 % des voix au soir du 22 avril.

Sous l'angle sociologique, la transhumance de l'électorat FN vers des zones de grande périphérie correspond principalement à l'existence de mouvements des couches moyennes et populaires salariées contraintes à la mobilité par l'augmentation des loyers et du coût de la vie dans les centres urbains. Au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen a obtenu parmi ses meilleurs scores dans ces zones de « relégation sociale » où se concentrent les catégories populaires fragilisées, et qui demeurent, on l'a souligné, minées par un taux de chômage élevé ainsi qu'un plus fort sentiment d'insécurité. Sur l'ensemble des 539 circonscriptions métropolitaines de 2012, on note ainsi une corrélation positive significative ($r=0.58$) entre le niveau du vote Le Pen en avril 2012 et le pourcentage d'ouvriers dans la population active. A l'inverse, la corrélation est négative et élevée (r=-0.66) s'agissant des cadres et professions supérieures [20].

En 2012, enfin, le vote en faveur de Marine Le Pen s'éloigne non seulement des grands centres urbains mais perd également de sa force de pénétration dans la France des « banlieues » populaires où se concentraient traditionnellement les facteurs structurels du vote d'extrême-droite : chômage, délinquance et forte population d'origine étrangère. Rappelons ici qu'une analyse des votes présidentiels de 2007 conduite spécifiquement dans les Zones urbaines sensibles (ZUS) montrait déjà que le niveau de soutien au FN dans ces quartiers était très comparable à sa moyenne nationale. En outre, le parti de Jean-Marie Le Pen n'avait engrangé aucun bénéfice électoral des émeutes urbaines de 2005 et avait même reculé dans les ZUS où s'étaient concentrés la plupart des incidents [21].

Pour 2012, les liens avec la présence d'étrangers, observables au plan national, s'estompent ainsi à un niveau plus fin d'analyse : si on laisse de côté la situation particulière de l'Ile-de-France, la corrélation entre vote Le Pen et pourcentage d'étrangers disparaît sur l'ensemble des circonscriptions. Elle devient négative (-0.31) lorsque l'on considère les 97 circonscriptions de Paris et sa région. Ce résultat est évidemment à rapprocher de la faiblesse des scores obtenus par la candidate du FN dans la petite couronne de la capitale – Hauts-de-Seine (8.5 %), Val de Marne (11.9 %) ou Seine-St-Denis (13.6 %)– et au-delà même dans la grande périphérie de l'agglomération parisienne –Yvelines (12.4 %), Essonne

[20] Données INSEE-RGP 2008 pour les 556 circonscriptions 2012 des départements de métropole et d'Outre-Mer (http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=circo_leg-2012).

[21] Voir à ce propos les travaux de Vornetti Patricia, Fauvelle-Aymar Christine, François Abel, (2009), The 2007 presidential election and the 2005 urban violence in French 'deprived urban areas', *Rioting in the UK and France - A comparative analysis*, David Waddington, Fabien Jobard and Mike King (Ed.) p. 183 pages. Texte en Français : http://ses.telecom-paristech.fr/francois/publications/Publications/Articles%20de%20Livres/Book%20Willan%20FauvelleFrancoisVornetti%20(francais).pdf

(15.2 %) ou Val-d'Oise (15.6 %)– à l'exception notable de la Seine-et-Marne où Marine Le Pen totalise 19.7 % des exprimés.

A l'assaut des classes moyennes

L'analyse de la distribution des votes sur les diverses catégories professionnelles corrobore très largement ce constat d'évolution de l'assise électorale du Front national : en 2007, l'électorat de Jean-Marie Le Pen s'était fortement resserré sur les groupes qui forment depuis plusieurs années le socle du soutien au Front national – petite-bourgeoisie (travailleurs indépendants, artisans, commerçants, agriculteurs) et catégories populaires, notamment les ouvriers [22]. En 2012, le vote FN oppose clairement la France active à celle de ses aînés retraités. Marine Le Pen enregistre une progression notable dans les classes moyennes inférieures –notamment auprès des employés et de certaines professions intermédiaires précarisées ; elle confirme en outre l'ancrage populaire de son mouvement en se plaçant une nouvelle fois en tête du vote ouvrier (Cf. tableau ci-après).

Tableau 2 : Sociologie de l'électorat FN (2007-2012)

(% en pénétration)	2007	2012
Ensemble	*10*	*18,3*
Sexe		
Hommes	13	20
Femmes	7	17
Age		
18-24 ans	9	15
25-34 ans	8	22
35-49 ans	13	25
50-64 ans	11	19
65 ans et +	6	9
Profession		
Agriculteurs	8	n.d.
Artisans, commerçants	10	17
Prof. lib., cadres Sup.	2	13
Prof. Intermédiaires	5	19
Employés	10	28
Ouvriers	17	33

[22] Cf. Evans (Jocelyn) et Ivaldi (Gilles) 2007, « L'extrême-droite à la dérive : rééquilibrage du système partisan et recomposition à droite » *Revue politique et parlementaire*, n°1044, juillet-septembre, pp.113-122

Statut		
Salariés du privé	12	23
Salariés du public	9	23
Travailleurs indépendants	7	19
Chômeurs	12	n.d.
Etudiants	5	n.d.
Retraités	8	10
Diplôme		
Sans diplôme, cert. études	13	49
BEPC/CAP/BEP	12	26
Baccalauréat	7	23
Bac + 2	3	16
Enseignement sup.	2	7
	N=2 208	N=3 509

Sources : IFOP-CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, Panel Electoral Français 2007, V1P2, Mai 2007 ; IFOP / Fiducial-*Europe 1-Paris-Match-Public Sénat*, « Premier tour de l'élection présidentielle 2012 : profil des électeurs et clés du scrutin », sondage jour du vote, 22 avril 2012.

Cette France des couches moyennes / basses salariées s'est révélée particulièrement sensible au discours « social » du FN. Face à la crise, la présidente du FN a martelé son message de partage exclusif des richesses, ce « chauvinisme de l'Etat-Providence » résumé par le principe de « préférence » devenu, pour les circonstances, « priorité nationale ». Sous l'égide de sa nouvelle présidente, le parti a en outre sensiblement déplacé vers la gauche le centre de gravité de son programme socio-économique, pour se saisir des questions de justice fiscale ou de redistribution contre les « excès du capitalisme et du libre-échangisme ». Retrouvant les accents d'un populisme plébéien des « petits » contre les « gros », le parti s'est forgé une identité forte de porte-voix de la France d'en-bas, des « invisibles » ou des « oubliés », perdants de la globalisation menacés de déclassement par la compétition et l'ouverture internationales [23].

Cette mue programmatique a permis au mouvement lepéniste de s'orienter vers des thèmes, très peu présents jusqu'alors, de défense du rôle de l'Etat et promotion des services publics, qui l'ont conduit à s'opposer aux politiques de réduction du nombre de fonctionnaires intégrées à la RGPP, en rupture avec ses orientations anti-étatistes antérieures. En reprenant ainsi le flambeau de l'Etat « stratège », le Front national a poussé la porte du vote des fonctionnaires et semble être parvenu à combler son déficit auprès des salariés du secteur public en obtenant 23 % des suffrages, score identique à celui recueilli dans le privé. En 2007 Jean-Marie Le Pen avait obtenu 12 % des voix dans le privé contre 9 % dans le secteur public. Dès avant le scrutin, les intentions de vote auprès des quelque 5 millions d'agents publics montraient par ailleurs une forte pénétration de la candidate d'extrême-droite chez les fonctionnaires de rang plus modeste, ainsi que dans la fonction publique hospitalière et les entreprises publiques, avec une pointe jusqu'à 37 % des voix chez les policiers et militaires [24].

Ces nouvelles inflexions à gauche ont en revanche éloigné le FN de sa clientèle plus traditionnelle d'artisans, commerçants et indépendants, ces derniers lui ayant préféré très

[23] Pour une analyse détaillée de ces évolutions programmatiques récentes, voir Ivaldi (Gilles), 2012, « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste » in Delwit (Pascal) (sous la dir. de), *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.95-112.

[24] Cf. sur ce point l'étude de Luc Rouban, « Le vote des fonctionnaires : Cinq ans après la RGPP », CEVIPOF, Sciences-Po, janvier 2012 (http://www.cevipof.com/rtefiles/File/AtlasEl3/noteROUBAN2.pdf).

largement le candidat de l'UMP le 22 avril dernier. Le glissement à gauche sur l'axe économique la maintient enfin à distance d'un électorat plus âgé –Marine Le Pen obtient son plus mauvais score chez les retraités– et de l'ensemble des catégories supérieures, fortement diplômées et à forts revenus. A l'instar de son père, la présidente du FN se heurte encore à la réticence des diplômés du supérieur, moins séduits à la fois culturellement et économiquement par la vision du monde véhiculée par la formation lepéniste.

Si elle continue à convaincre majoritairement des hommes, Marine Le Pen a été en mesure de réduire le '*gender gap*' caractéristique des mouvements d'extrême-droite. Ce rééquilibrage en faveur de l'électorat féminin tient sans doute, pour partie, à la personnalité et au style de la candidate FN mais au-delà participe de cette évolution sociologique plus profonde liée à l'adhésion de segments précarisés au sein des couches salariées –à dominante féminine (employées notamment). Parallèlement, le vote FN s'est uniformisé sur l'ensemble des catégories d'âges, à l'exception, cela a été souligné, des plus de 65 ans dont le tropisme conservateur continue de dominer au profit de la droite parlementaire. La candidate du Front national semble notamment avoir convaincu une partie de la jeunesse populaire jusque-là plus réfractaire que ses aînés aux discours et programme de l'extrême-droite.

L'ancrage du social chez les électeurs d'extrême-droite est perceptible dans la structuration des enjeux qui ont motivé le vote en faveur de Marine Le Pen en 2012 : si l'on retrouve sans surprise l'immigration clandestine (77 %) et la délinquance (54 %) au premier rang des préoccupations, thèmes de prédilection du FN depuis trente ans, près d'un tiers (31 %) des électeurs lepénistes de 2012 accordent également une importance aux questions relatives aux salaires et au pouvoir d'achat [25]. Interrogés sur la situation financière de leur foyer, les Français qui disent « s'en sortir très difficilement avec leurs revenus » ont placé la présidente du Front national en tête de leurs suffrages (32 %). Plus généralement, on constate en 2012 une très grande perméabilité des couches sociales « précaires » aux thèmes idéologiques du FN concernant l'immigration, l'Islam, l'autorité ou le repli hexagonal [26]. Au soir du 22 avril, Marine Le Pen a réalisé par ailleurs parmi ses meilleurs scores auprès des salariés les plus directement exposés à la précarité professionnelle : 24 % chez les actifs en CDD, 26 % chez les chômeurs et jusqu'à 38 % des voix auprès des travailleurs intérimaires [27].

Hétérogénéité politique

L'examen de l'altération des rapports de forces entre 2007 et 2012 montre qu'une nouvelle fois la performance lepéniste du 22 avril s'est construite par agrégation d'électorats aux profils politiques hétérogènes. En 2007, le principal mouvement à droite de l'échiquier politique concernait le glissement d'un contingent d'électeurs d'extrême-droite vers le candidat de l'UMP, témoignant du succès de l'OPA lancée alors par Nicolas Sarkozy sur l'électorat frontiste [28]. On observait à ce titre une corrélation positive élevée ($r=0.70$) entre le

---

[25] IFOP / Fiducial, 22 avril 2012. Rappelons que ce même triptyque dominait déjà les motivations de l'électorat de Jean-Marie Le Pen en 2007 : immigration (64 %), insécurité (62 %) et pouvoir d'achat (39 %) (sondage IPSOS-Dell-*Europe 1-Le Point-20 minutes*, 22 avril 2007).

[26] Voir à ce sujet les travaux de Nonna Mayer sur « Vote et précarité sociale en 2012 », http://cee.sciences-po.fr/images/stories/Elections_2012/Nonna_Prcarit_sociale_et_rapport_au_politiqueDatabis-SBNM.pdf

[27] OpinionWay-Fiducial-*Le Figaro*, « Sondage jour du vote au premier tour. Présidentielle 2012. Sociologie du vote », 22 avril 2012.

[28] Cf. Perrineau (Pascal), « La "défidélisation" des électeurs de Jean-Marie Le Pen », *in* Bruno Cautrès et Anne Muxel (dir.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ? : le panel électoral français 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 201-220.

recul de l'extrême-droite et la poussée du candidat de l'UMP au regard du score cumulé des trois candidats de droite en 2002 (Chirac, Boutin, Madelin) sur l'ensemble des cantons métropolitains.

En 2012, le succès présidentiel de Marine Le Pen relève d'une dynamique de mobilisation plus complexe et sans doute beaucoup plus large, qui dépasse incontestablement le simple retour au bercail des électeurs FN « égarés » en 2007. S'il est significatif dans plusieurs régions, notamment en PACA, en Bourgogne ou en Champagne-Ardenne, le mouvement « pendulaire » de l'UMP vers le FN n'est pas généralisable à l'ensemble du territoire : le coefficient n'est que de 0.23 si l'on considère la corrélation entre les gains de Marine Le Pen et les pertes subies par le président sortant entre 2007 et 2012 sur la totalité des cantons de métropole.

L'étude des matrices de transferts de voix 2007-2012, qu'il est possible d'établir à partir des diverses enquêtes « jour du vote », témoigne de cette fluidité de l'électorat de Marine Le Pen au soir du 22 avril (Cf. tableau ci-dessous). La présidente du Front national retrouve un contingent important d'électeurs qui s'étaient déjà portés sur la candidature de son père en 2007 ; elle attire en outre des votants situés à gauche sur l'échiquier politique, dont certains même avaient opté pour la gauche antilibérale cinq auparavant (autour de 200.000 voix selon les enquêtes). Elle parvient enfin à empiéter sensiblement sur une partie de l'électorat centriste de François Bayrou : selon les divers sondages, dix pour cent environ des 6.8 millions de supporters du président du MoDem en 2007 se seraient reportés sur la candidate d'extrême-droite en 2012. Il s'agit très probablement là de la composante « protestataire » de l'électorat centriste, détournée des grands pôles de gauche et de droite, et qui avait pu être séduite par le positionnement « ni gauche ni droite » très combatif de François Bayrou il y a cinq ans.

Tableau 3 : Transferts de voix 2007-2012 (sondages « jour du vote »)

	IFOP	IPSOS	TNS-SOFRES	Opinion Way
	Marine Le Pen (2012)			
Vote 1er tour présidentielle 2007				
Extrême-gauche	6	4	10	8
Ségolène Royal	7	6	3	4
François Bayrou	10	10	9	9
Nicolas Sarkozy	11	14	15	13
Jean-Marie Le Pen	77	76	90	80
Abstention, b&n, sans rép.	n.d.	n.d.	15	19
	N=3 509	N=3 152	N=1 515	N=10 418

Sources : IFOP / Fiducial-*Europe 1-Paris-Match-Public Sénat,* « Premier tour de l'élection présidentielle 2012 : profil des électeurs et clés du scrutin », sondage jour du vote, 22 avril 2012 ; Ipsos- Logica Business Consulting- France Télévisions, Radio France, *Le Monde* et *Le Point*, « 1er tour présidentielle 2012. Comprendre le vote des Français » 22 avril 2012 ; TNS SOFRES / SOPRA GROUP avec Sciences Po Bordeaux Grenoble et Paris, TF1 et *Métro,* « Le premier tour de l'élection présidentielle 2012. Sondage jour du vote, 22 avril 2012 ; OpinionWay-Fiducial-*Le Figaro,* « Sondage jour du vote au premier tour. Présidentielle 2012. Sociologie du vote », 22 avril 2012.

Au final, le succès présidentiel de 2012 puise ses racines dans les transformations de la société française. Marine Le Pen a convaincu semble-t-il une partie de cette France des « invisibles » et des « exclus » à laquelle elle avait choisi de s'adresser tout particulièrement

tout au long de sa campagne. L'ancrage populaire de l'extrême-droite est une réalité de la vie politique française depuis de nombreuses années : dans les années à venir, la présidente du FN entend capter les suffrages de classes moyennes en perte de repères, inquiètes pour leur avenir et hantées par la peur du « descenseur social ». A l'horizon 2017, la capacité de mordre significativement sur cette partie de l'électorat, et mobiliser des groupes sociaux encore réfractaires au vote FN constitueront indéniablement des enjeux fondamentaux pour la formation lepéniste. Tout comme l'aptitude du parti à rattraper son retard auprès d'une France plus âgée, demeurée jusqu'ici fidèle à la droite classique.

La force du vote d'extrême-droite atteste du développement continu dans l'électorat français d'une ligne de fracture structurée par l'impact social, économique et culturel de la mondialisation, l'opposition entre une société « ouverte » et une société « fermée ». Tout au long de la campagne, Marine Le Pen a stigmatisé le projet européen des « élites mondialistes », en appelant au protectionnisme, au repli national et l'émancipation de la France de toutes les formes de « carcans » multilatéraux : sortie de la zone Euro, de l'espace Schengen ou du FMI notamment. Ce discours a fait sens pour un électorat profondément inquiet face à la globalisation : interrogés au premier tour de la présidentielle, plus de huit électeurs de Marine Le Pen sur dix (81 %) disaient ainsi percevoir les « conséquences économiques de la mondialisation » comme « extrêmement négatives pour la France » [29].

Le 22 avril 2012, la candidate FN aurait recueilli 30 % des voix auprès des électeurs du « non » au référendum européen de 2005, et jusqu'à 51 % chez ceux d'entre eux qui se situent à droite sur l'échiquier politique –chiffres à comparer avec 19 et 30 % auprès de ces mêmes groupes nonistes pour Jean-Marie Le Pen cinq ans auparavant (sondages IFOP-Fiducial, 22 avril 2012 et TNS-SOFRES, 22 avril 2007). En 2012, la géographie du vote Le Pen épouse encore très largement les contours du vote « non » lors du référendum de 2005 : sur l'ensemble des 3 883 cantons métropolitaines, la corrélation est positive et élevée (r = 0.58), comparable à celle observée en 2007 (0.54) contre 0.30 uniquement au premier tour de la présidentielle d'avril 2002 et 0.23 pour les 1 441 cantons où le FN était en lice lors des cantonales de mars 2011.

Derrière l'alternance, une re-polarisation du système partisan

Politiquement, enfin, cette nouvelle poussée de l'extrême-droite s'est indéniablement nourrie de l'insatisfaction populaire à l'encontre de Nicolas Sarkozy, quand bien même le vote FN ne peut se réduire à cette seule composante « protestataire » [30]. En dépit d'une campagne très droitière sur l'immigration, le contrôle des frontières ou les valeurs traditionnelles, le président sortant n'a pas été en mesure de convaincre l'électorat frontiste des effets de son action sur le chômage ou le pouvoir d'achat. La mue du « président des riches » en « candidat du peuple » ne s'est pas opérée. L'anti-sarkozysme, on l'a évoqué, a pesé dans la balance du premier tour ainsi que sur la capacité de l'extrême-droite de reconstituer son socle électoral.

Ce divorce d'avec l'électorat populaire du FN s'illustre également dans la relative faiblesse des reports de voix au second tour : au soir du 6 mai, seule une grosse moitié des électeurs

---

29 TNS Sofres/Sopra Group avec Sciences Po Bordeaux, Grenoble et Paris (TriElec) pour TF1/*Métro*, 22 avril 2012.

30 Pour plus des deux tiers (69 %) des électeurs de Marine Le Pen, « le projet pour la France » de la présidente du FN aura été déterminant au moment de faire leur choix. Quatre électeurs lepénistes sur dix disent également avoir voté pour « qu'elle soit élue présidente de la République », contre 23 et 34 % pour Jean-Luc Mélenchon et François Bayrou, loin, il est vrai, des 80 % de François Hollande et Nicolas Sarkozy (IFOP / Fiducial, 22 avril 2012).

lepénistes du 22 avril aurait apporté ses suffrages au président sortant, préemptant définitivement toute chance de victoire pour le candidat de l'UMP [31]. Au regard des évolutions observables sur le terrain, les troupes frontistes ont, semble-t-il, suivi les consignes de leur candidate et très largement contribué à la multiplication des bulletins blancs et nuls de 1.9 à 5.8 % des votants. Sur l'ensemble des cantons métropolitains, on observe ainsi une corrélation positive élevée (r=0.62, N=3 883) entre cette progression et le niveau initial du vote Le Pen au premier tour, corrélation qui disparaît si l'on considère d'autres candidats éliminés au premier tour tels Jean-Luc Mélenchon ou François Bayrou notamment.

Les données agrégées ne permettent évidemment pas d'évaluer les transferts de voix qui se sont effectivement opérés entre les deux tours de la présidentielle. Elles fournissent cependant quelques indications sur la nature de ce '*swing*' (mouvement) électoral et son uniformité territoriale. Globalement, les gains enregistrés par Nicolas Sarkozy entre les deux tours apparaissent plus élevés dans les cantons où la présidente du FN a obtenu ses meilleurs scores le 22 avril (corrélation positive forte r=0.80, N=3 883 cantons). Au niveau régional, cependant, l'analyse laisse apparaître certaines variations par rapport à ce modèle général. Les reports de voix lepénistes semblent avoir mieux fonctionné dans certains bastions traditionnels de la droite, notamment dans l'Est du pays (Meurthe-et-Moselle, Territoire-de-Belfort, Marne, Aube ou Bas-Rhin) ou dans le grand bassin méditerranéen (Var, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, Aude, Pyrénées-Orientales, Gard, Hérault ou Vaucluse), où les corrélations cantonales sont parmi les plus fortes.

A l'inverse, les transferts de voix ont sans doute été plus épars dans des départements où le vote Le Pen s'est développé sur un terreau « populaire » auprès d'un électorat proche historiquement de la gauche : c'est le cas notamment à Paris et dans sa couronne (Hauts-de-Seine, Val-de-Marne ou Essonne) où la progression du candidat de l'UMP apparaît relativement indépendante du score du FN au premier tour [32]. C'est également le cas sur une grande façade ouest du pays (Vendée, Pyrénées-Atlantiques, Finistère, Deux-Sèvres, Côtes-d'Armor, Haute-Vienne, Morbihan ou Landes), où l'avancée de Nicolas Sarkozy recouvre plus clairement dans de nombreux cas les contours du vote Bayrou : dans les Pyrénées-Atlantiques, fief du président du MoDem, on observe ainsi une corrélation positive forte (r=0.84) entre les niveaux du vote Bayrou et les gains du candidat UMP entre les deux tours.

Mais c'est sans doute au nord du pays que les reports de voix entre extrême-droite et droite classique ont été les moins homogènes. Dans le Pas-de-Calais, l'Aisne, les Ardennes, le Nord ou la Somme, la corrélation demeure beaucoup plus faible entre la progression sarkozyste et le vote Le Pen du premier tour. Sur les terres ouvrières du Pas-de-Calais, la géographie du vote FN recoupe plus clairement les contours du vote socialiste au soir du 6 mai (r=0.69 sur l'ensemble des 77 cantons du département). François Hollande gagne ainsi plus de 30 points dans des cantons tels Rouvroy, Liévin, Noyelles ou Hénin-Beaumont, où la candidate frontiste avait recueilli au-delà de 30 % des voix au premier tour [33].

---

[31] Les estimations de ces reports de voix varient selon les instituts entre 50 et 58 % pour les électeurs Le Pen du premier tour, et s'établissent en moyenne à 54 % selon les données fournies par huit d'entre eux. Pour l'emporter, Nicolas Sarkozy était dans l'obligation de ramener vers lui entre 70 et 80 % de l'électorat frontiste du 22 avril

[32] Dans le bastion sarkozyste des Hauts-de-Seine, en particulier, ce sont les gains enregistrés par François Hollande au second tour qui sont le plus fortement corrélés avec le niveau de Marine Le Pen sur les 45 cantons du département (r=0.78).

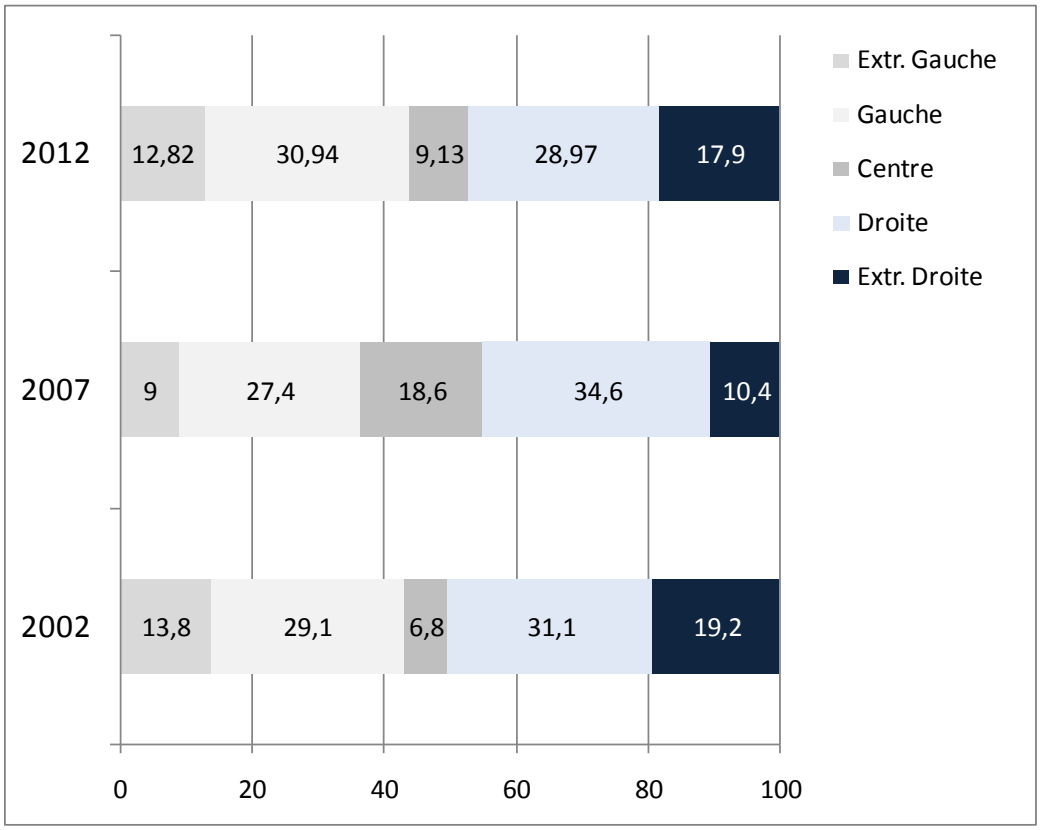
[33] Notons que ces gains sont imputables également aux reports des voix de Jean-Luc Mélenchon dans la plupart des cas. La corrélation partielle avec le vote Le Pen demeure cependant significative, lorsqu'elle est contrôlée par le niveau du vote en faveur du représentant du Front de Gauche.

En contribuant ainsi, en partie au moins, à la défaite de son principal concurrent, Marine Le Pen a clairement posé les premiers jalons d'une possible recomposition de la droite autour des nouvelles lignes de clivage esquissées sur certaines questions culturelles tout au long de la campagne présidentielle –immigration, frontières, mariage homosexuel ou droit de vote des étrangers, notamment. Et ce d'autant plus que des fractures idéologiques se dessinent d'ores-et-déjà au sein de la nouvelle opposition parlementaire sur plusieurs de ces questions, tensions qui pourraient conduire à terme à une confrontation ouverte entre les pôles centristes et droitiers de l'UMP.

Il n'est sans doute pas inutile de souligner ici, pour conclure, un relatif paradoxe de l'élection présidentielle de 2012. En s'assurant du soutien de leurs alliés proches et de leurs « partis satellites », le PS et l'UMP sont parvenus, comme cela avait déjà été le cas en 2007, à contenir les effets potentiellement dévastateurs d'une trop grande fragmentation de l'offre politique. Cette agrégation a permis aux deux « grands » candidats de dominer la compétition électorale, aux dépends notamment du FN. En dépit d'un score à la hausse, sa présidente n'est arrivée en tête que dans 291 cantons métropolitains (7.5 %) contre 1 230 (31.7 %) pour son père dix ans auparavant.

L'échec de Marine Le Pen à venir bousculer le duel annoncé entre Nicolas Sarkozy et François Hollande ne doit cependant pas occulter la réalité des tendances centrifuges qui se sont exprimées avec vigueur à l'occasion du scrutin d'avril 2012. Le rapport de forces entre les principaux blocs constitutifs du système partisan montre clairement que l'aspiration à l'alternance à gauche s'est accompagnée d'une re-polarisation aux extrêmes de l'axe politique (Cf. graphique ci-après).

Figure 4 : Rapports de forces inter-blocs aux premiers tours des élections présidentielles de 2002, 2007 et 2012



En % des suffrages exprimés ; Extrême-gauche = PC / gauche antilibérale / Front de Gauche ; Gauche = PS / PRG / MRC / Verts ; Centre = UDF / MoDem ; Droite = RPR / DL / PR / UMP / MPF / DLR ; Extrême-droite = FN / MNR

En 2012, les forces périphériques réunissent près d'un tiers des suffrages (30.7 % des voix), soit un niveau très similaire à celui observé dix ans auparavant au soir du « tremblement de terre » du 21 avril 2002 (33 % pour le total extrême-droite / extrême-gauche à l'époque). En termes d'équilibres généraux, donc, le scrutin présidentiel de 2012 présente incontestablement plus de ressemblances avec 2002 qu'avec 2007. Partiellement masquée par le succès de la gauche, cette nouvelle dilatation du système politique laisse entrevoir la réalité de colères profondes au cœur de l'électorat, non canalisées par les grandes formations à vocation gouvernementale. Ces frustrations pourraient à nouveau trouver à s'exprimer à l'avenir par la voix d'un Front national fermement résolu à tirer profit d'éventuels échecs de la nouvelle majorité à affronter les enjeux sociaux, économiques et européens qui sont aujourd'hui devant elle.

*
* *